



Independent observer
of the Global Fund

12,9 milliards de dollars de promesses à la fin de la Conférence de reconstitution selon le Fonds mondial

Photo : De gauche à droite, Marie-Claude Bibeau, Ministre du développement international et de la Francophonie du Canada; Sheikh Hasina, Premier Ministre de la République populaire du Bangladesh; Justin Trudeau, Premier ministre du Canada; Macky Sall, Président de la République du Sénégal; et Michaëlle Jean, Secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie, lors de la cinquième Conférence de reconstitution du Fonds mondial.

Le Fonds mondial a déclaré qu'il était tout près d'atteindre son objectif de 13 milliards de dollars américains de financement pour 2017 à 2019. À l'issue de la cinquième Conférence de reconstitution qui s'est tenue les 16-17 septembre à Montréal, au Canada, le Fonds a annoncé que les promesses faites en amont et durant la Conférence ont atteint 12,9 milliards de dollars américains. Ce montant a été réitéré dans un [communiqué](#) publié le 17 septembre.

Bien que la Conférence de reconstitution soit terminée, d'autres promesses peuvent encore venir. Un pays – l'Espagne – a annoncé lors de la Conférence qu'il ferait part de sa promesse à une date ultérieure. L'objectif de 13 milliards de dollars américains pour la reconstitution semble donc avoir été atteint. C'est près de 1 milliard de plus que ce qui avait été promis lors de la dernière Conférence de reconstitution en 2013.

La Conférence de reconstitution s'est déroulée après l'annonce du Fonds mondial selon laquelle, depuis sa création en 2002, 20 millions de vies avaient été sauvées par les programmes que le Fonds a pris en charge. À la veille de cette Conférence, Mark Dybul, le Directeur général du Fonds mondial, a déclaré: « Si nous pouvions reproduire ce que nous avons réalisé au cours des quinze dernières années, alors nous pouvons certainement mettre un terme aux épidémies dans les 15 prochaines. »

Peter van Rooijen, du Global Fund Advocates Network, a déclaré: « Nous félicitons le premier ministre [Justin] Trudeau et le gouvernement canadien pour leur leadership et leurs efforts diplomatiques avec d'autres gouvernements pour arriver à obtenir le résultat d'aujourd'hui. Au début de ce processus, le Fonds mondial a plaidé en faveur d'un investissement de 13 milliards de dollars américains afin de lui permettre de rester "du bon côté du point de bascule" et continuer à faire des percées significatives vers l'éradication des trois maladies. Aujourd'hui, nous sommes tout près de réaliser cet objectif, mais cela ne peut être que le début d'un effort de réapprovisionnement continu qui nécessite une forte sensibilisation dans les prochaines années ».

Note de la Rédaction: Certains engagements ont été annoncés en dollar américain, tandis que d'autres ont été faits dans les monnaies des pays contributeurs. Le Fonds mondial utilise une méthodologie moyenne fluctuante pour la conversion des promesses faites en monnaies locales en dollar américain. Le Fonds n'a pas encore publié les détails de cette méthodologie. Par conséquent, dans cet article, toutes les promesses sont exprimées dans les monnaies dans lesquelles elles ont été faites, sans essayer de convertir les monnaies locales en dollar américain. Le total de 12,9 millions de dollars américains est une donnée fournie par le Fonds.

(Aidspace était présent à la Conférence de reconstitution. Dans cet article, nous présentons les promesses qui ont été annoncées durant [ou avant] la réunion. D'autres promesses ont sans doute été faites sans être annoncées. Le Fonds mondial publiera une liste complètes des contributions sous peu.)

La Conférence de reconstitution a été accueillie par M. Trudeau, qui avait ouvert l'appel aux contributions en mai en annonçant que son pays verserait 785 millions de dollars canadiens. Par ailleurs, le Canada s'est engagé à verser 19 millions de dollars canadiens afin de soutenir les opérations de 'wambo.org', le nouveau marché électronique du Fonds pour les produits de santé. Au total, l'engagement du Canada s'élève à 804 millions de dollars canadiens, soit une augmentation de 24% par rapport à leurs contributions de 2013. « Lorsque le Canada a accepté d'accueillir cette Conférence en mai, il est devenu le principal collecteur de fonds pour le Fonds mondial », a déclaré Marie-Claude Bibeau, la Ministre canadienne du Développement international et de la Francophonie. Le fait d'augmenter sa contribution et l'idée d'accueillir la Conférence de reconstitution traduisent un effort important du nouveau gouvernement libéral du Canada, sous la direction de M. Trudeau, de réparer le passé et de faire progresser son rôle dans le programme de développement mondial après les neuf années précédentes durant lesquelles le gouvernement de Stephen Harper a été considéré comme mou face aux impératifs de développement et d'aide internationale.

Force du dollar américain

La force actuelle du dollar américain jette une ombre sur cette reconstitution. L'objectif de reconstitution est en effet exprimé en dollar américain. Or, la valeur des promesses exprimées en monnaies locales par les pays qui ont peu augmenté leur contribution ou l'ont maintenue au même niveau, se trouve considérablement réduite une fois exprimée en dollar américain. Si, en septembre 2013, au moment de la dernière reconstitution, le dollar canadien était presque à parité avec le dollar américain, à l'ouverture de la reconstitution de cette année, 1 dollar canadien valait seulement 0,76 dollar américain, soit une baisse de 22% par rapport à 2013. Aussi, exprimée en dollar américain, l'augmentation de 24% de l'engagement du Canada est en fait presque effacée par la dévaluation de la monnaie canadienne. Si le dollar américain n'était pas devenu aussi fort par rapport à presque toutes les autres monnaies, la cinquième reconstitution aurait pu être un plus grand succès.

Parmi les autres grands donateurs, l'Italie avait la plus forte augmentation (en monnaie locale), promettant 140 millions d'euros, soit 40% de plus que sa contribution pour 2014-2016. La Commission européenne a augmenté sa contribution de 28%, pour un total de 475 millions d'euros. Le Japon, renouvelant sa contribution précédente, s'est engagé à verser 800 millions de dollars américains. L'engagement important et continu du Japon est particulièrement remarquable étant donné le marasme que son économie connaît actuellement. Le yen japonais a chuté de manière significative face au dollar américain, donc en yen, l'engagement du Japon a fait l'objet d'une augmentation importante.

Parmi le groupe de tête des donateurs, l'Allemagne a promis 800 millions d'euros, soit une augmentation de 33% par rapport à sa contribution de 2013, tandis que la promesse de la France de 1,08 milliards d'euros est identique à celle de 2013. L'euro est environ 20% plus bas aujourd'hui que ce qu'il n'était en septembre 2013 par rapport au dollar.

Les États-Unis – le plus grand donateur – se sont engagés à verser « jusqu'à 4,3 milliards de dollars ». En 2013, le pays avait promis « jusqu'à 5,0 milliards de dollars ». La contribution américaine a été annoncée le 31 août par Susan E. Rice, conseillère à la sécurité nationale, qui a décrit l'engagement de contrepartie : « Nous nous engageons à verser un dollar pour chaque contribution de deux dollars d'autres bailleurs de fonds au 30 septembre 2017. Nous demandons à tous les partenaires de contribuer généreusement pour augmenter notre contribution de contrepartie afin d'atteindre l'objectif de reconstitution des ressources du Fonds mondial. »

Pour la période 2014-2016, les États-Unis avaient finalement contribué à hauteur de 4,1 milliards de dollars, soit un tiers du total des promesses, qui s'élevaient à environ 12,3 milliards de dollars (en prenant en compte les promesses qui sont venues après la Conférence de reconstitution).

La promesse des États-Unis « jusqu'à 4,3 milliards de dollars » pour 2017-2019 représente un tiers de tous les engagements à la fin de la Conférence de reconstitution des ressources qui s'est tenue la semaine dernière. Certains groupes de plaidoyer ont estimé que les États-Unis auraient dû renforcer leur contribution. Selon Health GAP « cet engagement des États-Unis équivaut à une réduction du plafond des contributions américaines par rapport à celui de la reconstitution précédente de 5 milliards de dollars. Cet engagement constitue également une augmentation marginale de 7,5% par rapport la contribution totale de 4 milliards de dollars de la fois précédente ».

L'engagement du Royaume-Uni

Parmi les autres donateurs, tous les yeux étaient rivés sur Priti Patel, nouvelle Secrétaire d'État britannique au Développement international et défenseure du « Brexit », en prévision de l'annonce de l'engagement de son pays au Fonds mondial. Le désengagement de la communauté internationale que traduisait le vote de la Grande-Bretagne en faveur d'une sortie de l'Union européenne a provoqué un frisson à travers les autres canaux de coopération internationale britanniques, y compris le Département pour le Développement international. Lors de la séance de clôture de la Conférence, Mme Patel a finalement annoncé une contribution de 1,1 milliard de livres sterling. En outre, elle a annoncé un fonds spécial de contrepartie pouvant aller jusqu'à 200 millions de livres sterling. Pour ce fonds, réservé uniquement aux programmes de lutte contre le paludisme, le Royaume-Uni donnera 2 livres sterling pour chaque livre sterling promise par le secteur privé. Ainsi, la contribution britannique totale pourrait s'élever à 1,3 milliard de livres sterling en 2019. Mme Patel a déclaré que cet engagement montrait un Royaume-Uni « tourné vers l'extérieur » et engagé au niveau international.

Il est difficile de faire des comparaisons avec la contribution du Royaume-Uni faite en 2013 parce que cette contribution était limitée « à 1,0 milliards de livres sterling » et était soumise à un plafond de 10% du total des contributions. Pour 2014-2016, le Royaume-Uni a finalement donné 800 millions de livres sterling.

Un aspect intéressant de l'engagement du Royaume-Uni est que 10% de la portion des 1,1 milliard de livres sterling de sa contribution, est conditionné à la réalisation des termes d'un « [contrat d'objectifs](#) » par le Fonds mondial. Le contrat énonce en termes généraux ce que le Fonds mondial va faire pour améliorer sa performance. Par exemple, « Le Fonds mondial continuera d'utiliser son pouvoir de marché pour faire baisser les prix [des produits de santé] ». Autre exemple : « Le Fonds mondial se dote d'une nouvelle politique permettant de diriger au moins 85% de ses ressources envers les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Cela doit être respecté à la lettre. »

Aaron Oxley, Directeur général de RESULTS au Royaume-Uni, a décrit le contrat d'objectifs de la façon suivante: « Le Royaume-Uni demande au Fonds de maintenir et d'accélérer leurs processus d'amélioration continue en cours. » M. Oxley a ajouté que « toutes les études du Fonds montrent qu'il est l'une des les meilleures organisations dans le monde ... les conditions de ce contrat d'objectifs doivent faire l'objet d'un examen minutieux ».

Plusieurs pays ont réduit leurs engagements envers le Fonds mondial, et d'autres ont continué à être absents. La Chine, troisième plus grande économie dans le monde, est venue à la Conférence de reconstitution « les mains vides. » Après n'avoir promis que 15 millions de dollars américains en 2013, elle a seulement promis d'investir plus tard, au grand dam de nombreux participants à la Conférence. Les contributions du Danemark (300 millions de couronnes danoises) et de l'Arabie Saoudite (15 millions de dollars américains) étaient en baisse d'environ 40% par rapport à leurs engagements de 2013. L'Espagne a contribué en 2010, mais n'a fait aucune promesse depuis. Un porte-parole a fait référence à une situation politique interne difficile.

Les promesses de l'Afrique

Si la plupart des pays africains sont bénéficiaires des subventions du Fonds mondial, plusieurs ont également contribué lors de la campagne de reconstitution cette année. Bien que ces contributions ne représentent pas une part importante du budget du Fonds, elles constituent une démonstration importante de leadership et d'engagement envers le Fonds. Le 26 août, le Kenya est devenu la première nation africaine à s'engager pour 2017-2019. Il a promis de verser 5 millions de dollars. « Mon gouvernement engage ces ressources dans un esprit de solidarité et de responsabilité partagée », a déclaré le président kenyan Uhuru Kenyatta. À Montréal, la Ministre kényane des Affaires étrangères, Mme Amina Mohamed, a déclaré: « Ceci est le début de notre chemin vers un financement durable. »

Selon le site Web du Fonds mondial, le Kenya a reçu, à ce jour, des subventions du Fonds pour un montant total de 816 millions de dollars.

Comme le Kenya, l'Afrique du Sud s'est également engagée à hauteur 5 millions de dollars, soit plus de trois fois sa contribution pour la période 2014-2016. Avec une promesse de 10 millions de dollars pour 2017, renouvelable chaque année, la contribution du Nigéria est la plus importante d'Afrique, qui pourra monter potentiellement jusqu'à 30 millions de dollars pour 2017-2019. Lors de l'annonce de sa contribution, le Nigéria a reconnu qu'il n'avait pas été capable de respecter son engagement de 30 millions de dollars lors la quatrième reconstitution, raison pour laquelle son engagement couvre une année à la fois cette fois-ci.

Les promesses d'autres pays africains comprennent celles du Zimbabwe, qui a renouvelé sa contribution de 2013 de 1,0 million de dollars américains; Le Bénin, un nouveau donateur, qui a promis de verser 2,0 millions de dollars; Le Togo, la Côte d'Ivoire et le Sénégal, qui ont promis de verser 1 million de dollars chacun; et la Namibie, qui a promis de verser 1,5 million de dollars.

Les engagements des pays bénéficiaires ont été bien reçus. « Nous nous félicitons du leadership que montrent les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire qui combattent ces épidémies et ce signe de solidarité internationale pour assurer un avenir sain pour l'Afrique

», a déclaré Rosemary Mburu, Directrice générale de [WACI Health](#) au Kenya. « L'engagement d'aujourd'hui nous rappelle à la fois ce qui est possible – et aussi les besoins plus grands qui restent à combler. »

Tout le monde n'était pas aussi enthousiaste. Rachel Ong, Point focal de la Communication pour la délégation des Communautés au Conseil du Fonds mondial, a noté: « [cet engagement] traduit leurs efforts en matière de solidarité internationale, mais il ne devrait pas les éloigner de leurs investissements nationaux en matière de santé en même temps. »

Le secteur privé et les fondations

L'accroissement de l'effort de contribution du secteur privé a donné matière à réjouissance. Dans son communiqué, le Fonds mondial a déclaré que « les engagements des donateurs privés et des initiatives novatrices de financement ont atteint 250 millions de dollars pour les trois prochaines années, plus de deux fois plus que dans la période précédente. » Au moment où le cours du dollar américain limite fortement la valeur réelle de nombreuses contributions, la hausse des contributions du secteur privé est particulièrement importante pour le Fonds et les populations qu'il sert.

La Fondation Bill et Melinda Gates a promis un demi-milliard de dollars au Fonds le premier jour de la conférence, correspondant à son engagement de 2014-2016, puis a ajouté 100 millions de dollars le deuxième jour. Comic Relief et Catholic Relief Services, deux nouveaux bailleurs, ont promis respectivement 12,8 millions et 5 millions de dollars américains. L'organisation (RED) « a plus que doublé » sa contribution de 2013 en s'engageant à verser 100 millions de dollars américains.

Parmi les engagements du secteur privé figurent ceux de deux sociétés basées en Afrique : Ecobank (3 millions de dollars américains) et Standard Bank (4 millions de dollars américains)

Lors de la Conférence, la Fullerton Health Fondation a signé un accord de partenariat avec le Fonds mondial dans lequel il a promis 25 millions de dollars singapouriens, en argent et en nature sur cinq ans. La contribution en espèces au Fonds mondial pour 2017-2019 est de 7.5 millions de dollars singapouriens. Le solde, en contributions en nature, ira directement aux pays d'Asie du Sud Est pour les innovations, les activités devant être convenues avec les pays concernés. Patrik Silborn, Directeur du Département Engagement avec le secteur Privé du Fonds mondial, a déclaré que le Fonds « [était] ravi de ce partenariat. »

En dépit du fait que toute l'attention était focalisée sur les promesses et le financement au cours des deux jours, le Dr Dybul a rappelé aux délégués que « la raison d'être du Fonds mondial n'est pas d'amasser des fonds. Nous existons pour servir les gens ». Et à la fin de la séance de clôture, en se réjouissant du fait d'avoir quasiment réussi à atteindre l'objectif de 13 milliards de dollars américains, l'hôte de la Conférence, Justin Trudeau, a recentré le public sur ce qui importait le plus: « Nous avons sauvé huit millions de vies

» a-t-il déclaré en référence au résultat escompté si le Fonds mondial est entièrement financé jusqu'en 2019.

[Read More](#)
